

Ecrit par le 17 avril 2025

Maison commune : coloc' solidaire ou copropriété périlleuse ?

'Ensemble citoyens', la maison commune avec Emmanuel Macron en tant qu'architecte a vu le jour. Une famille réunissant LREM, le Modem, Agir, Horizons, Territoires de progrès et En commun. Le député LREM [Adrien Morenas](#) qui s'est rendu à la Mutualité revient sur cet édifice et les prochaines présidentielles.

L'Echo du mardi : avec des personnalités aussi fortes de la majorité, la maison ne risque-t-elle pas de vaciller à la première secousse sismique ?

Adrien Morenas : il est bon lorsque l'on agrandit la famille de poser les jalons qu'il ne faudra pas dépasser. 'Ensemble citoyens' réunit des personnes qui sont persuadées d'une chose : le président doit se représenter car il est le seul capable de répondre aux problématiques et aux défis de notre pays. L'orgueil personnel passe au second plan, quelle que soit la famille politique. Nous sommes des maillons, l'idéologie politique est toujours plus grande. Edouard Philippe apporte une réponse à des personnes qui souhaitaient rejoindre la majorité mais ne se retrouvaient pas forcément dans d'autres partis. Horizons marque l'aile droite, Territoires de progrès et En commun marquent l'aile gauche écologique. C'est la force de cette maison. Une idée juste, qu'elle soit de gauche ou de droite, doit être appliquée.

Le Modem et Agir auraient-ils raison de se méfier du nouveau parti d'Édouard Philippe qui chasse un peu sur leurs terres électorales : soutien au nucléaire, libéralisme économique, immigration contrôlée... ?

Non à mon sens. Ce n'est pas une question de méfiance. Je prends l'exemple d'Emmanuel Macron et François Bayrou qui ont marché l'un à côté de l'autre pendant cinq années. LREM et le Modem sont deux mouvements sociaux libéraux, une terminologie que j'aime mieux employer. Edouard Philippe a été le premier ministre de ce mouvement LREM et a appliqué les directives du programme d'Emmanuel Macron. A aucun moment, sauf sur réforme, il n'a dérogé à ce que demandait le président de la République. L'égo et les positions individuelles doivent être mis de côté au profit de l'intérêt commun.

N'est-ce pas un pari trop audacieux de faire coexister des piliers avec des divergences sur des thèmes aussi majeurs que la retraite ?

Pour avoir été au Havre le jour du lancement de son parti Horizons, Edouard Philippe n'a jamais évoqué de retraite à 67 ans. Il a simplement rappelé que beaucoup de pays voisins partaient à la retraite plus tard que nous, entre 64 et 67 ans. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de discuter de ce sujet avec les députés du Modem. Il fut une époque où il n'y avait pas pléthore de Bac+5, la population était divisée par deux, le taux de vie nettement inférieur à celui d'aujourd'hui. La retraite au bout de 40 annuités convenait

Écrit par le 17 avril 2025

parfaitement. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour cotiser un peu plus. Où placer le curseur ? Comment cotiser 40 ans si quelqu'un commence à travailler à 25 ans ? L'âge pivot de départ doit être évoqué, faire l'objet de négociations impliquant tous les acteurs.

Qu'est-ce qui différencie 'Ensemble citoyens' de l'UMP qui a connu des crises internes successives ?

La différence avec l'UMP, c'est que ce parti a voulu rassembler toute la droite, y compris des personnes animées par des idées d'extrêmes droites. Ce qu'avait d'ailleurs fait le parti socialiste quand Mitterrand a été élu, en rassemblant les étiquettes sous le 'Front républicain'. Encore une fois, nous ne sommes pas « ni ni » mais nous sommes de droite et de gauche. Si nous voulons faire de grandes politiques sociales, il est nécessaire d'appliquer une politique économique rigoureuse en matière de budget.

Le point de friction majeur risque d'être les désignations de candidats pour les législatives. 'Ensemble citoyens' : joyeuse coloc' ou chacun chez soi ?

Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Pour pouvoir prétendre se présenter aux législatives, il faut en premier lieu soutenir Emmanuel Macron pour la campagne qui s'annonce. Je n'ai pas vu beaucoup de personnes signer la tribune de soutien au président de la République en Vaucluse. La problématique d'Horizons n'est pas Edouard Philippe, mais plutôt les personnes qui espèrent obtenir quelque chose sans donner gage au président et le soutenir.

Le Sénat a rejeté en première lecture le budget pour 2022. Un budget qualifié « d'indéfendable et électoral » selon le sénateur Jean-Baptiste Blanc. Ce PLF est-il raisonné et raisonnable ?

On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Nous ne pouvons pas mobiliser 100 milliards d'euros de plan de relance sans mettre la main à la poche. Nous aurions pu faire un budget équilibré, même si la tâche aurait été extrêmement compliquée. Les infirmières n'auraient pas été augmentées, France relance aurait été arrêté, les moyens affectés à la sécurité auraient été réduits. De la même manière, nous n'aurions pas investi dans notre souveraineté alimentaire, industrielle, technologique, ni dans le nucléaire et les petits réacteurs. Tout le monde veut baisser les fonctionnaires, sauf chez soi. Je rappelle que la France a le premier taux de croissance de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, ndlr). L'investissement n'est jamais une folie dépensière lorsqu'il permet de sécuriser l'avenir.

Que vous inspire la droite d'aujourd'hui ?

Ma circonscription est l'exemple même de ce qui se passe quand une personne de droite veut trop se rapprocher des extrêmes sur le triptyque : sécurité, immigration, identité. Je pense que même l'électorat qui vote à droite et à l'extrême droite ne se rend pas compte des conséquences sur sa vie de tous les jours. Si Éric Zemmour ferme les frontières, les agriculteurs risquent de se retrouver avec de grosses problématiques pour récolter les cerises et les fraises. Avec cette idéologie de rassembler toutes les droites, nauséabondes, racistes et xénophobes, nous sommes à mille lieues du courant dont certains se revendiquent. De Gaulle prônait une France unie et rassemblée. Je reprends ce qu'une personne avait

Écrit par le 17 avril 2025

déclaré à Éric Zemmour et qui suscite largement mon adhésion : « Vous n'êtes même pas le début du commencement du brouillon de de Gaulle ».

Éric Ciotti qui soutiendrait clairement Éric Zemmour en cas de face à face avec Emmanuel Macron au 2nd tour des présidentielles. Certaines frontières poreuses conforteront-t-elles l'adhésion à la majorité ?

Ce qui est certain, c'est que la droite d'aujourd'hui est mal à l'aise. La droite traditionnelle a envie d'une grande droite. De l'autre côté, Edouard Philippe ou Christian Estrosi, ancien ministre de Nicolas Sarkozy, ne se sentent pas à l'aise avec la proximité de l'extrême droite. Au milieu demeurent quelques orphelins qui ne savent plus trop où donner de la tête. La polarisation de la vie politique est assez inquiétante. Comment est-il pensable d'apporter encore son soutien à Éric Ciotti qui a clairement affirmé qu'il soutiendrait Éric Zemmour ? Je suis en contradiction avec l'ensemble du discours de ce dernier. Un mot sur le débat LR, qui a parlé d'économie ? L'éternel sujet de l'immigration a monopolisé les 128 minutes d'échanges.

Adrien Morenas, en marche pour les prochaines législatives ?

J'ai bien évidemment envie de me présenter à nouveau, mais pour ce faire, mon mouvement politique doit d'abord m'investir. En politique, à chaque jour suffit sa peine. Le député est un local qui parle au national. Nous nous enrichissons de tout ce qui se fait chez nous pour le porter à Paris. C'est en discutant que l'on se rend compte des synergies entre départements, dans le but de défendre nos idées ensemble. Faire avancer les choses dans ce temple qu'est l'Assemblée nationale et travailler ensemble pour améliorer la vie des Français au quotidien, voilà ce qui m'anime.

Propos recueillis par Linda Mansouri

Campus LREM à Avignon : « une action d'envergure sur un territoire compliqué » selon Adrien Morenas

Ecrit par le 17 avril 2025



Galvaniser les troupes, défendre le bilan LREM et mobiliser le local. En quelques mots, la volonté de l'aréopage de ministres venus au parc des expositions d'Avignon ce week-end. Le député du Vaucluse, Adrien Morenas, revient sur ce campus de rentrée au parfum de précampagne présidentielle.

L'Echo du mardi : Le choix s'est porté sur la cité papale pour accueillir le campus de rentrée LREM. Le mouvement s'est-il étiolé avec le temps pour voir son enracinement local perdre un peu plus de sa consistance ?

Adrien Morenas : Si vous me le permettez, je tiens tout d'abord à remercier l'ensemble des volontaires, bénévoles, comités locaux et Michèle Malivel, référente départementale LREM Vaucluse pour ce remarquable rendez-vous qui a réuni 4500 militants à Avignon. Concernant le parti LREM, il ne perd pas du tout de son ancrage, l'objectif était d'aller au plus proche des territoires. Le choix d'Avignon n'est pas le plus facile, politiquement parlant, pour y tenir ce genre de meeting. L'idée était de déployer une action

Ecrit par le 17 avril 2025

d'envergure sur un territoire compliqué. Et de démontrer à tous l'union de cette majorité présidentielle. Je rappelle que des militants des partis [Modem](#) et [Agir, la droite constructive](#), était également présents. Le siège LREM a manifesté son choix d'organiser ce campus à Avignon, l'équipe départementale s'est ainsi mise à disposition pour organiser ces deux jours. Ce n'est pas un simple mouvement de cliqueurs, de personnes qui s'inscrivent sur les réseaux sociaux. Les sympathisants locaux, nationaux et internationaux, ont prouvé la force de cette base militante. Ce congrès leur rendait hommage.

« On ne cache pas qu'on est en campagne pour défendre ce qu'on a fait pendant quatre ans, pour promouvoir ce bilan » déclarait Stanislas Guérini, délégué général LREM, au micro de France bleu. Ce campus faisait-il office de lancement de précampagne ?

Il n'a échappé à personne que des élections présidentielles se jouent dans 6 mois. Le président n'a pas annoncé sa candidature. En revanche, nous souhaitons qu'il se présente à nouveau. Je ne suis pas en campagne, je manifeste simplement cette volonté militante de voir Emmanuel Macron briguer un nouveau mandat. Ce campus de rentrée était l'occasion de revenir sur quatre années d'actions politiques, d'expliquer les futurs textes qui approchent et de s'appropriier encore mieux les mesures via une multitude d'ateliers. Ces derniers ont été animés par des hommes et femmes, des parlementaires ou bien le Premier ministre, sur des sujets décisifs tels que l'agriculture, la transition écologique et numérique, le développement économique et bien d'autres.

Ecrit par le 17 avril 2025



Michèle Malivel, référente départementale LREM Vaucluse en compagnie d'Adrien Morenas

LREM Vaucluse présentait pourtant il y a quelques jours un tract estampillé '5 ans de plus'.

Il s'agit ici d'une simple volonté, l'expression d'un souhait de militant, celui de voir Emmanuel Macron se lancer dans la course présidentielle 2022. Je rappelle que LREM est l'organe militant de notre mouvement politique. En Vaucluse, la famille LREM peut compter sur 2000 adhérents actifs et mobilisés. Autour de notre référente départementale gravite une équipe dynamique et impliquée, des animateurs locaux qui montent des comités et organisent des réunions, des actions de tractage et font remonter les principaux sujets de préoccupation. Ce campus prouve d'ailleurs la vitalité de notre mouvement. Je ne

Ecrit par le 17 avril 2025

connais pas de parti politique qui a fait sa rentrée avec autant de monde et de ferveur. Il y a un réel engouement, contrairement à ce que certaines personnes veulent faire croire, autour de l'action menée par le Gouvernement et le Parlement. Beaucoup se sont revus 5 ans en arrière, lors [du meeting de la Mutualité](#). Nous avons retrouvé ce week-end l'énergie des premières heures militantes.

Lors du campus, Olivier Véran a qualifié Eric Zemmour d' »aventurier du repli, du rejet, du racisme ». Christophe Castaner l'a accusé d'être « fier de piétiner l'héritage de notre pays » . N'est-ce pas là une erreur stratégique des tenors LREM, qui confèrent un peu plus de légitimité politique, sinon médiatique, à un homme qui ne s'est même pas présenté ?

Disons que ce personnage entre dans le champ politique, même si sa candidature n'a pas été rendue publique, ce qui reste une stratégie de sa part selon moi. Toujours est-il que l'aile droite de l'échiquier politique s'inquiète de sa présence. Idem pour l'extrême droite ou au sein des verts. Les médias en font un acteur politique à part entière, avec pas moins de 56 heures d'audience cumulées le mois dernier. Même s'il n'est pas candidat, il reste crédité de 15% d'intentions de vote dans les sondages, cela signifie bien que ses thèses plaisent. On se doit d'être vigilant à l'égard des personnes qui s'arrangent avec l'histoire ou un courant de pensée, pour faire croire que les maux s'expliquent uniquement par l'immigration. C'est tellement facile de prétendre que tous les problèmes trouvent leur origine au sein d'une minorité, stigmatisée en raison d'une appartenance religieuse, d'autant plus dans un pays laïque.

Ecrit par le 17 avril 2025



Christophe Castaner au coté des militants LREM Vaucluse

En matière de philosophie politique, il faut être expert en subtilité pour déceler les nuances entre LREM et le Modem par exemple...

La majorité présidentielle est une majorité incluante. Il ne vous a pas échappé que pendant quatre ans, François Bayrou et le président de la République ont fait campagne main dans la main. Au même titre que LREM accueille des gens de gauche, de droite ou du centre. Au sein de ce parti présidentiel, on peut adhérer à des idées de droite, pour mettre en pratique des idées de gauche. Toutes les composantes de cette majorité présidentielle sont importantes. Subsistent quelques différences à la marge, mais en effet, les courants de pensée sont similaires.

Edouard Philippe s'est exprimé via vidéo lors du meeting, glissant une invitation à le rejoindre pour le lancement de son nouveau parti politique le 9 octobre au Havre. Une invitation qui irrite certains partisans LREM, alors même qu'Edouard Philippe fustigeait le revenu

Ecrit par le 17 avril 2025

d'engagement et alertait sur la dette publique dans 'Challenges'. Sommes-nous face à une volonté d'élargissement de la majorité présidentielle ou bien est-ce une tâche sur le tableau d'une majorité qui se veut unie ?

Je pense que [l'interview qu'Edouard Philippe](#) diffusée dans l'émission « 7 à 8 » parle d'elle-même. Il a clairement manifesté son soutien indéfectible au président et veut avoir sa part dans la campagne qui s'annonce. C'est une personnalité de droite qui souhaite élargir un peu plus la majorité sur l'aile droite. Plus il y a de personnes, quel que soit leur courant de pensée, souhaitant s'engager au sein de cette majorité présidentielle, plus la volonté que nous avons de parler à l'ensemble des Français est grande. Au même titre que le parti 'Agir droite constructive', un groupe parlementaire formé de militants LR et créé après les élections de 2017.



La députée de la 1e circonscription du Vaucluse, Souad Zitouni, au côté d'Adrien Morenas et de Michèle Malivel.

Écrit par le 17 avril 2025

En marge du campus, Elisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, s'est rendue dans la Maison de vie à Carpentras. Pourquoi l'avoir invitée dans cette structure ?

La Maison de vie est quelque chose d'exceptionnel à mettre en valeur, une belle initiative carpentrasienne. Nous savons que les personnes séropositives sont régulièrement victimes de discrimination, ajoutez à cela les difficultés liées à la maladie. Cette structure a vu le jour grâce à la volonté de la Princesse Stéphanie de Monaco et de l'engagement de la ville de Carpentras qui a cédé le terrain pour un euro symbolique. C'est intéressant de montrer que lorsque les volontés se rejoignent, privées et publiques, elles peuvent donner lieu à de beaux projets comme celui-ci. Rappelons que la Maison de vie a permis de soutenir jusqu'à présent 1300 malades du sida ou porteurs du VIH.



Parmi les personnalités présentes: Jacqueline Bouyac, vice-présidente de la Région Sud et le préfet de Vaucluse Bertrand Gaume.

Ecrit par le 17 avril 2025

Il y a quelques jours, sur invitation du député vauclusien Julien Aubert, [quatre candidats à la primaire](#) Les Républicains se retrouvaient à Lourmarin. Qu'est-ce qui vous différencie de ce parti qui demeure vivement actif au sein du tissu local ?

Disons que les Républicains ont une certaine majorité sur le territoire. Il y a une véritable base LR mais, contrairement à ce que l'on pense, tous ne sont pas favorables aux mesures prises par le haut. Ce qui fait réellement notre différence, c'est que nous sommes un mouvement de militants avant de devenir un parti politique. Nous avons cinq ans d'existence là où LR est ancré depuis bien plus longtemps et vit à travers ses élus. A l'époque, nous n'avions pas de militants, ce sont les Français eux-mêmes qui ont exprimé leurs priorités lors de la 'grande marche'. Etre gaulliste en 2021, est-ce la même chose qu'être gaulliste en 1950 ? Qui n'a pas envie d'être gaulliste ? La droite gaulliste se constitue entre autres de militants réformistes mais qui, pour autant, ne se retrouveront pas dans la philosophie politique de LREM. Concernant le Rassemblement national, nous n'avons eu de cesse de constater la baisse sur l'ensemble des scrutins depuis quatre ans. Les concitoyens s'intéressent davantage aux actes qu'aux paroles. Aujourd'hui, nous avons démontré que l'ensemble des mesures allaient dans le sens de ce que voulaient les Français.



Environ 4500 militants réunis à Avignon.

Après le choc que vient de subir l'économie nationale et les 140 milliards du 'quoi qu'il en coûte', le président 'Réformator' maintient ses engagements : baisse de la taxe d'habitation, du taux de l'impôt sur les sociétés, mise en place du bouclier tarifaire dernièrement. Toutes ces mesures ne fleurent-elles pas bon l'électorisme ?

Réformator ? Voilà une formule qui me va très bien. Je ne dirai pas qu'elles sont électoralistes. Aujourd'hui, la France doit appliquer un tarif de gaz qui est européen. L'enjeu est de limiter les dégâts et LREM s'est toujours battu pour le pouvoir d'achat des Français. Nous prenons ainsi des dispositions pour

Écrit par le 17 avril 2025

éviter que ces deux augmentations ne mettent davantage les Français dans une situation de précarité. Hors de question de faire supporter ces hausses de prix du gaz et de l'électricité aux Français. Pour ce qui est de la taxe d'habitation, non seulement nous maintenons la baisse, mais il n'y aura pas d'augmentation d'impôt à venir. Nous partons du principe que le pouvoir d'achat contribue à la relance du pays, par le biais de la consommation. Au sujet du plan de Relance, nous avons investi sur nos entreprises qui créeront par la suite de la richesse et feront fonctionner l'économie locale. Dois-je rappeler que lorsque ces dispositifs ont été mis en place, on nous prédisait une catastrophe, un taux de récession jamais vu, un taux de chômage record. La vérité est toute autre. Les politiques menées ont réussi à protéger les Français et nous enregistrons la plus grosse reprise économique au sein de l'OCDE (ndlr: Organisation de coopération et de développement économiques).

Propos recueillis par Linda Mansouri

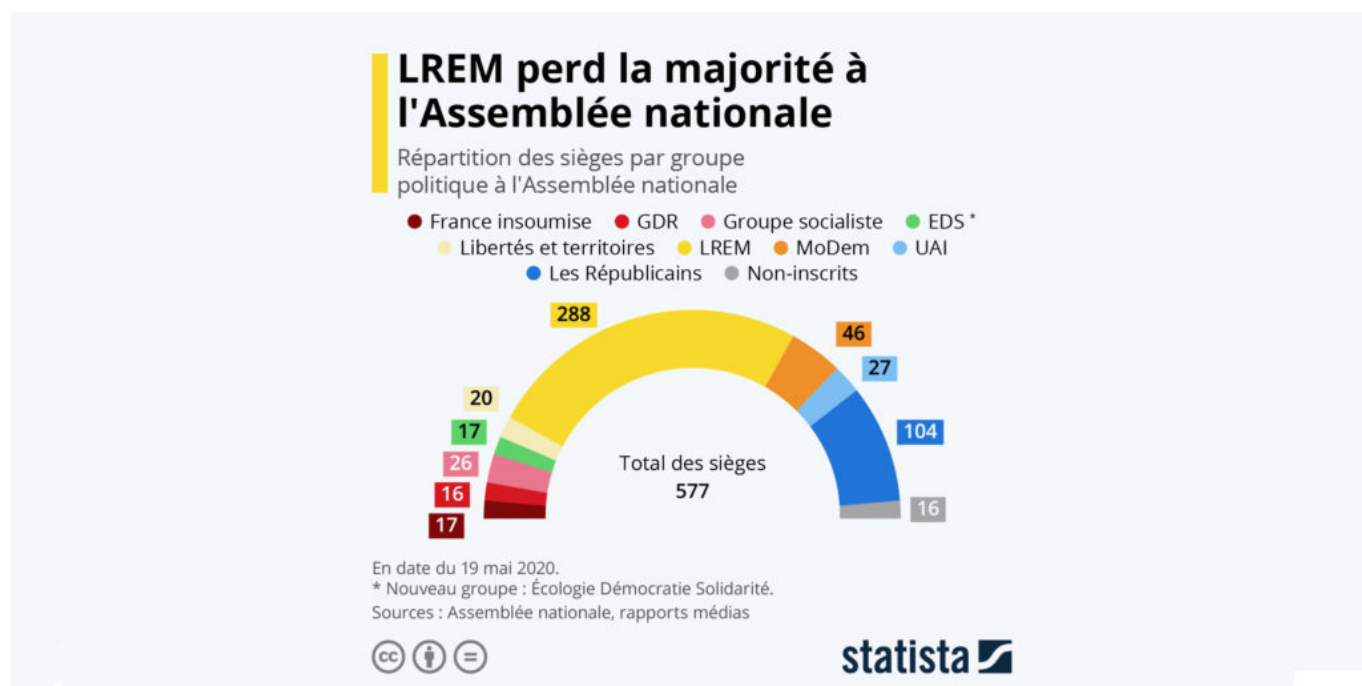
Jean-François Cesarini : la bourde de l'Assemblée nationale

La bourde vient d'être relevée par nos confrères du magazine le Point : Jean-François Cesarini, député LREM (La République en marche) de la 1^{re} circonscription de Vaucluse décédé le 29 mars dernier, figure parmi la liste des 289 députés ayant voté le 13 mai l'instauration de la loi Avia sur la 'haine en ligne'.

Plaidant la bonne foi, les services de l'Assemblée nationale évoquent une simple erreur de mise à jour de fichier. L'argument a cependant du mal à convaincre puisque Souad Zitouni, sa suppléante lui ayant depuis succédé sur les bancs de l'Hémicycle, figure dans les fichiers de deux autres votes ayant eu lieu auparavant en avril et en mai.

Décédé d'un cancer à l'âge de 49 ans, Jean-François Cesarini s'était notamment distingué pour son franc-parler et son positionnement sur l'aile gauche de son parti. Une posture qui lui avait valu une réputation de 'frondeur' au sein de sa formation politique qui ne lui avait notamment pas donné l'investiture à l'occasion des dernières élections municipales à Avignon. Une situation mal vécue par ce dernier, ancien strauss-kahnien encarté au PS pendant 20 ans, qui ne s'en était pas caché auprès des médias d'ailleurs.

LREM perd la majorité absolue à l'Assemblée nationale



Avec la création d'un neuvième groupe politique, baptisé '**Écologie Démocratie Solidarité**' et composé principalement d'anciens députés LREM (La République en marche), le parti d'Emmanuel Macron ne compte désormais plus que 288 sièges à l'Assemblée nationale, soit juste sous le seuil de la majorité absolue (289 sièges). Pour rappel, le groupe de députés LREM comptait 314 membres, dont 5 'apparentés' au lendemain des élections législatives de juin 2017. Depuis, ce groupe a perdu régulièrement quelques membres (9 départs et 2 exclusions en 2 ans). La perte de la majorité constitue un symbole fort pour le parti du président, même s'il lui sera toujours possible de s'appuyer sur ses alliés : 46 élus du MoDem et une dizaine d'Agir, au sein du groupe UAI (**Agir et indépendants**).

Un groupe de 17 députés

Comme le montre l'infographie publiée par [Statista](#), spécialiste mondial de statistiques et de données de marché, ce nouveau groupe est composé de 17 députés, macronistes et anciens macronistes. Il est coprésidé par Matthieu Orphelin et l'ex-LREM Paula Forteza, avec Delphine Batho et Cédric Villani en vice-présidents tandis qu'Aurélien Taché et Emilie Cariou seront délégués généraux.

Ecrit par le 17 avril 2025

Dans la région, le groupe compte également les députées gardoise Annie Chapelier (apparentée LREM) et Delphine Bagarry des Alpes-de-Haute-Provence (non-inscrite).

A noter que les 2 députés LREM vauclusiens, Souad Zitouni (1^{re} circonscription) et Adrien Morenas (3^e circonscription) figurent toujours dans la majorité présidentielle.

Engagés pour l'égalité homme-femme

Parmi leurs priorités, les députés listent « un plan de réindustrialisation pour une souveraineté et une autonomie retrouvées », une « réelle transparence de la vie publique » ou encore « le rétablissement d'un système de santé robuste » ainsi qu'une refonte de « la fiscalité du capital et du patrimoine ». Les élus affichent également leur engagement en faveur de l'égalité homme-femme en soulignant que « jamais un groupe politique français n'a compté une telle proportion de femmes » (65 %).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)